



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille huit, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
15 Juillet 2008, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des
Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	4
Nombre de Conseillers présents	:	22
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	8 Juillet 2008
Date d'affichage du compte-rendu	:	18 Juillet 2008

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD (à partir de la question n° 08-108), M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Maryvonne CHEVALIER, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, M. Bruno TREMAUDAN, Mme Isabelle MOREL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE,

Absents excusés : Mme Marylène QUEVERT, Mme Magali TREMORIN, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marguerite COÏC

Absents non excusés : M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET

Pouvoirs : Mme QUEVERT à Mme DAUCE ; Mme TREMORIN à Mme GIROUX ; Mme LEFOUL à M. LARCHER ; Mme COÏC à Mme SAUVEE

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Isabelle MOREL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 08-94) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 08-95) Modification des statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique
- 08-96) Instauration du compte épargne temps pour les agents de la commune de Combourg
- 08-97) Consultation pour l'approvisionnement de denrées alimentaires pour le service de la restauration scolaire
- 08-98) Commission communale des impôts directs – Désignation par le Directeur des Services Fiscaux
- 08-99) Tarifs de la restauration scolaire – Rentrée 2008-2009
- 08-100) Autorisations de programmes pluriannuels
- 08-101) Versement de subventions pour les vitrines et enseignes
- 08-102) Résiliation du bail consenti à la Société ATIMCO
- 08-103) Convention d'utilisation de locaux par le C.L.P.S. (Organisation de stages pour adultes)
- 08-104) Tarif de location des locaux du centre administratif, 11 rue Notre-Dame, pour stage
- 08-105) Vente des anciennes petites chaises en plastique du restaurant scolaire de l'école maternelle
- 08-106) Ecole élémentaire – Restructuration des 1^{er} et 2^e étages – Validation D.C.E. – Consultation de maîtrise d'œuvre
- 08-107) Restauration des vitraux de l'Eglise
- 08-108) Convention d'utilisation de locaux par Saint-Malo Agglomération – Point d'accueil Ecoute Jeunes
- 08-109) Programme voirie 2008 – Attribution
- 08-110) Aménagement de l'Avenue des Palmiers – Attribution des lots
- 08-111) Aménagement de l'Avenue des Palmiers – Reprographie du D.C.E.
- 08-112) Programme voirie – Reprographie du D.C.E.
- 08-113) Camping – Restructuration du bloc sanitaire – Consultation maîtrise d'œuvre
- 08-114) Rapport d'activité du SMICTOM – Année 2007
- 08-115) S.P.I.R. – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service
- 08-116) Complexe sportif – Tribune – Consultation Etude de sols
- 08-117) Salle omnisports – Marché classé sans suite
- 08-118) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

08-94) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Isabelle MOREL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 2 Juin 2008 est approuvé à l'unanimité des membres et représentés.

08-95) MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Conseil Communautaire a décidé, lors de son Assemblée Générale du 17 Avril 2008, d'abroger l'article 5 de ses statuts afin d'extraire de ceux-ci la composition du Bureau Communautaire.

En effet, conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la détermination du nombre de Vice - présidents ainsi que la composition du Bureau relèvent du libre choix du conseil communautaire.

Par ailleurs, le Conseil Communautaire a décidé de consigner dans le règlement intérieur de la Communauté, la nouvelle composition du Bureau communautaire.

Aussi, selon l'article L 5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du Conseil Communautaire, que les conseils municipaux des communes membres approuvent cette abrogation à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L 5211-5.

Monsieur LE BESCO propose donc d'en délibérer.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO,

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.5211-18 à L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°41.2008 du conseil communautaire en séance du 17 avril 2008,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE d'approuver** l'abrogation de l'article 5 des statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique.

08-96) INSTAURATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS POUR LES AGENTS DE LA COMMUNE DE COMBOURG

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal que, lors de la réunion du 4 juin 2008, le Comité technique Paritaire a émis un avis favorable, à l'unanimité, quant à la possibilité de créer un Compte Epargne Temps dans le cadre des dispositions du Décret n° 2004-878 du 26 août 2004.

Le CET permet à la demande des agents titulaires et non titulaires, à temps complet ou non complet, employés de manière continue depuis au moins une année dans la collectivité, d'accumuler des droits à congés rémunérés (congés annuels, RTT).

Les stagiaires sont exclus de ce dispositif.

Le CET peut être alimenté dans la limite de 22 jours par an, mais l'autorité territoriale peut fixer un nombre de jours inférieur à 22, sans pour autant que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année soit inférieur à 20.

Les droits à congés acquis peuvent être exercés à la date à laquelle l'agent a accumulé 20 jours sur son compte et dans un délai de 5 ans à compter de cette date.

L'autorité territoriale est tenue d'ouvrir le Compte épargne temps au bénéfice du demandeur dès lors qu'il remplit les conditions énoncées ci-dessous. Les nécessités de service ne pourront lui être opposées lors de l'ouverture de ce compte mais seulement à l'occasion de l'utilisation des jours épargnés sur le Compte épargne temps.

Il convient de fixer les règles de fonctionnement suivantes :

- *Nombre de jours pouvant alimenter annuellement le Compte épargne temps (maximum 22 jours)*
- *Possibilité d'épargner les jours de repos compensateurs (limite à déterminer)*
- *Durée minimale des congés pour l'utilisation du Compte épargne temps (minimum 5 jours)*
- *Délais de préavis à respecter par l'agent pour informer l'employeur de l'utilisation d'un congé au titre du Compte épargne temps*
- *Délai à respecter pour formuler la demande annuelle d'alimentation du Compte épargne temps*

De plus, il est à noter que le Décret n° 2007-1597 du 12 novembre 2007 donnait la possibilité d'instituer une indemnité compensant quelques jours de repos travaillés. Les personnels souhaitant en bénéficier devaient être titulaires d'un compte épargne temps au 30 novembre 2007 ou en avoir demandé l'ouverture avant cette date.

Les membres du Comité Technique Paritaire ont émis un avis favorable pour que cette disposition puisse être appliquée au personnel de la commune à partir de 2008 si un nouveau décret l'autorise.

Compte tenu de ces éléments, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal,

- Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,
- Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,
- Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire de la commune de Combours en date du 4 juin 2008,
- **Considérant** que les nécessités de service ont été prises en compte pour déterminer les règles de mise en œuvre du compte épargne temps au sein de la collectivité,

DECIDE, à l'unanimité des membres présents et représentés, d'instaurer le compte épargne temps prévu au bénéfice des agents territoriaux à compter du 1^{er} janvier 2008, selon les modalités ci-après précisées :

1. Bénéficiaires

Sont concernés les seuls agents titulaires et non titulaires, à temps complet, partiel ou non complet, justifiant d'au moins une année de service au sein de la collectivité (les agents stagiaires et agents sous contrats de droit privé ne peuvent pas bénéficier du compte épargne temps).

2. Durée du congé pour les agents de la Commune de Combours

La durée minimale du congé compte épargne temps est fixée à 5 jours ouvrés, et la durée maximale est fixée à 10 jours ouvrés. Ces durées seront proratisées pour les agents à temps partiel ou à temps non complet. Ces jours sont les suivants :

- a. Jours de réduction du temps de travail non pris dans l'année
- b. Jours de congés annuels non pris dans l'année, autorisés dans les limites prévues par le décret du 26 novembre 1985 susvisé. Dans ce cas, le nombre de congés annuels pris dans l'année ne peut pas être inférieur à 20. Cette durée est proratisée pour les agents à temps non complet ou temps partiel.

3. Comptabilisation

Les jours pris en compte seront comptabilisés au crédit du compte épargne temps à compter du 1^{er} janvier 2008.

4. Date limite de déclaration

Chaque agent devra déclarer au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année au service gestionnaire du compte épargne temps le détail des jours versés sur son compte épargne temps. Dans le mois suivant cette déclaration, le service gestionnaire communique à l'agent la situation de son compte épargne temps.

5. Absence de déclaration

En l'absence de la déclaration prévue ci-dessus, la situation du compte épargne temps de chaque agent sera communiquée au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle au titre de laquelle les droits compte épargne temps sont calculés. Cette notification ne fera l'objet d'aucun appel.

6. Seuil minimal de déclenchement du droit à congé

Ce seuil est de 20 jours.

7. a. Préavis normal. L'agent désirant bénéficier d'un congé dans le cadre des droits portés au crédit de son compte épargne temps devra respecter un préavis d'un mois pour solliciter ce congé compte épargne temps.

b. Départ en retraite. Le préavis pour solliciter la prise de congés correspondant au solde du compte épargne temps est fixé à trois mois.

8. Demande de congés compte épargne temps

La demande de congé pourra intervenir dès que le seuil minimal de 20 jours est atteint. Pour toute déclaration de versement de jours et de demandes d'utilisation des droits, l'agent devra utiliser les formulaires mis en œuvre par le service gestionnaire.

9. Réponses aux demandes de congés compte épargne temps

Les réponses aux demandes de congés compte épargne temps devront être apportées au demandeur dans un délai d'un mois.

10. Refus du congé au titre du compte épargne temps

Sauf disposition réglementaire contraire, l'autorité territoriale ou son représentant pourra refuser dans le délai d'un mois d'accorder un congé au titre du compte épargne temps en raison des impératifs du service. Dans ce cas, l'agent devra être informé de ce refus. En cas de refus, les délais réglementaires prévus au paragraphe 12 ci-dessous seront prorogés d'autant.

11. Délai d'utilisation

Les droits acquis sur le compte épargne temps devront être utilisés dans un délai de 5 années à compter de la date à laquelle le crédit du compte épargne temps atteint 20 jours. En cas de

mutation, ils seront utilisés au cours de la durée du préavis. En cas d'impossibilité, et sous réserve de l'accord de la collectivité d'accueil, un report des droits pourra être envisagé au-delà de la date de mutation. Les droits à congé non utilisés dans les délais définis seront considérés comme perdus, sauf en cas de prorogation (voir paragraphe 14).

12. Situation de l'agent en congé compte épargne temps

Pendant son congé compte épargne temps, l'agent bénéficie de la rémunération prévue pour les périodes de congés annuels. L'agent bénéficie de ses droits à avancement et à retraite.

13. Report de la date limite d'utilisation

Les possibilités de report en cas de maladie, maternité, accident, etc...sont définies par application des dispositions du décret du 26 août 2004 visé en référence.

14. Possibilité de compensation des jours de repos travaillés

Dans le cas d'une réglementation l'autorisant, les agents auront la possibilité de percevoir une indemnité compensatrice selon les modalités du décret à intervenir.

08-97) CONSULTATION POUR L'APPROVISIONNEMENT DE DENREES ALIMENTAIRES POUR LE SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que le marché public d'approvisionnement de denrées alimentaires pour le service de restauration scolaire de la commune de Combourg arrive à son terme le 31 juillet prochain. Il est donc nécessaire de procéder à son renouvellement.

Une consultation en procédure adaptée et en groupement de commandes avec le foyer-logement a donc été lancée, les besoins de chaque entité étant traités dans des lots distincts. Le marché sera passé pour une durée d'un an renouvelable deux fois, soit trois ans au total.

Cette consultation a fait l'objet d'une parution dans :

- Ouest-France Ille et Vilaine (envoi à la publication le 11 juin et parution le 14 juin 2008)
- BOAMP (envoi à la publication le 11 juin et parution le 13 juin 2008)
- Sur la plateforme : <http://www.e-megalisbretagne.org> le 11 juin 2008

Les offres étaient à remettre pour le jeudi 3 juillet 2008 à 12h00 dernier délai. 26 entreprises ont retiré un dossier et trois propositions ont été réceptionnées dans les délais.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le vendredi 4 juillet 2008 à 14h00 et a été informée des résultats de l'ouverture de la première enveloppe qui a eu lieu le jeudi 3 juillet 2008 à 17 heures.

L'offre de la société « Les Galettes de Saint Malo » a été déclarée irrecevable par la Commission, sa présentation et son contenu étant non conformes au règlement de consultation. Les deux autres offres ont été déclarées recevables.

La Commission d'Appel d'Offres a ensuite procédé en séance à l'ouverture de la deuxième enveloppe. Elle s'est réunie à nouveau le vendredi 11 juillet pour procéder au choix définitif du prestataire après analyse des offres.

Le classement des offres est fait au regard des critères énoncés dans le règlement de consultation :

1. La qualité et la variété des produits pour 40 %
2. Le prix des produits pour 40 %
3. La qualité du service pour 20%

La Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer le marché de restauration scolaire à la société Aldis – Transgourmet, prestataire déjà retenu pour ce marché en 2007.

Les coûts dans le cadre de ce marché sont les suivants :

- repas maternelle : 1,329 € TTC
- repas élémentaire : 1,571 € TTC
- repas adultes : 1,571 € TTC

L'augmentation du prix des repas par rapport au marché signé l'an passé est de 2%, à qualité constante.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-98) COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS – DESIGNATION PAR LE DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal sa délibération du 14 Avril 2008 relative à la commission communale des impôts directs. Le Conseil Municipal avait alors arrêté une liste de 32 personnes comportant des commissaires titulaires et suppléants.

Ces commissaires étant nommés par le Directeur des Services Fiscaux, celui-ci a fait connaître la liste des 8 titulaires et 8 suppléants qu'il a désignés, à savoir :

Titulaires :

- Mme Magaly TREMAUDAN – Bourg Héry
- M. Philippe BOUVIER – La Croix du Chesnot
- M. Jean DENOUAL – Les Verdières
- M. Lucien BAUDOIN – Quelmé
- Mme Monique DAUCE – 90 Avenue de la Libération
- Mme Viviane COBAC – 7 rue de la Mairie

- Mme Monique ROBINAULT – La Harengère
- M. Jean-François HUBERT – Le Bourg – LOURMAIS

Suppléants :

- M. Marcel BUAN – Tréheuc
- M. Roger GARCON – 36 ter rue de Linon
- M. Nicolas SCHNEEGANS – 15 Place Albert Parent
- M. Robert LEBRET – La Haute Bouexière
- M. Joël HAMELIN – 117 Avenue de la Libération
- M. Patrick LEBRET – Trémaudan
- M. André BADIGNON – Les Rivières
- M. Abel ERONDEL – La Margotais – LOURMAIS

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-99) TARIFS RESTAURATION SCOLAIRE – RENTREE SCOLAIRE 2008-2009

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, comme chaque année, il convient de fixer les tarifs de la restauration scolaire pour l'année 2008-2009. Elle rappelle les modalités de fixation du prix de la Restauration Scolaire prévues par le décret n° 2006-753 du 29 Juin 2006, à savoir :

- d'une part, les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles, des écoles élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge (article 1)
- D'autre part, ces prix ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service, et y compris lorsqu'une modulation est appliquée (article 2)

Les tarifs appliqués pour l'année scolaire 2007-2008 étaient de :

Tarif « Enfant »	2,79 €
Tarif « Adulte »	5,07 €

La commission des finances s'est réunie le 7 juillet 2008,

Le prix de revient d'un repas (denrées alimentaires + personnel + frais de fonctionnement divers) a été établi à 5.51 €

Madame GIROUX propose d'appliquer une augmentation de 3 % et de voter les tarifs de la restauration scolaire pour l'année scolaire 2008-2009 qui seront applicables à partir de la rentrée scolaire, à savoir :

Tarif « Enfant »	2.87 €
------------------	--------

Tarif « Adulte »	5.22 €
------------------	--------

Entendu l'exposé de Mme GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'appliquer les nouveaux tarifs de la restauration scolaire, tels que présentés ci-dessus, qui entreront en vigueur à la rentrée scolaire 2008-2009

08-100) AUTORISATIONS DE PROGRAMMES PLURIANNUELS

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales disposent que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs notamment aux travaux à caractère pluriannuel.

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Un programme à caractère pluriannuel est constitué par une opération prévisionnelle ou un ensemble d'opérations de dépenses d'équipement se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune. Le vote de l'autorisation de programme qui est une décision budgétaire est de la compétence du conseil municipal.

Le vote de l'autorisation de programme est accompagné d'une répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement et d'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. En effet, les crédits de paiement votés chaque année constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'équilibre annuel budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement inscrits au budget.

Chaque année le projet de budget est accompagné d'une situation du 1er janvier de l'exercice considéré des autorisations de programmes votées antérieurement et de l'état de consommation des crédits correspondants. De même, au moment du vote du compte administratif, une annexe supplémentaire comporte la situation, arrêtée au 31 décembre de l'année, des autorisations de programme et leurs crédits de paiement.

Par délibération n° 08-82 en date du 2 juin 2008, le Conseil Municipal a validé le DCE concernant l'aménagement de l'avenue des Palmiers et a décidé d'inscrire l'opération sur deux exercices

Madame GIROUX propose au conseil municipal de retenir une opération ayant un caractère pluriannuel au titre des autorisations de programme ouvertes en 2008

1) Autorisation de programme n°08-01- Parking des Palmiers –Budget communal-

Exercice	2008	2009	TOTAL
Crédits de paiement prévisionnels	465 000 € T.T.C.	80 000 € T.T.C.	545 000 € T.T.C.
Recettes prévisionnelles - Subventions - Emprunts/Autofinancement	Demande en cours 465 000 € T.T.C.	Demande en cours 80 000 € T.T.C.	Demande en cours 545 000 € T.T.C.

Elle propose également au Conseil Municipal :

- que les crédits de paiement pour ces opérations, non mandatés sur l'année N, soient reportés automatiquement sur les Crédits de Paiement de l'année N + 1.
- que les crédits soient inscrits au budget principal.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-101) VERSEMENT DE SUBVENTIONS POUR LES VITRINES ET ENSEIGNES

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n°03-94 du 9 juillet 2003, le Conseil Municipal a retenu les modalités d'intervention de la Commune pour les vitrines et enseignes.

Au titre de l'année 2008, deux opérations réalisées ont été retenues par le FISAC.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de verser dès à présent la part communale de subvention à :

- Prêt à Porter INTUITION pour un montant de 1 155 €
- Boulangerie SAILLARD pour un montant de 2 558 €

2) de verser à ces mêmes bénéficiaires, l'aide du FISAC équivalente à celle de la Commune, dès l'encaissement des fonds correspondants.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-102) RESILIATION DU BAIL CONSENTI A LA LA SOCIETE ATIMCO

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 05-42 en date du 7 mars 2005, la commune de COMBOURG a consenti auprès de l'entreprise ATIMCO le renouvellement d'un bail commercial situé 52, Avenue Gautier Père et Fils à Combours (35270), avec effet au 1^{er} Janvier 2005 pour une durée de 9 ans.

Par courrier en date du 21 janvier 2008, la société ATIMCO a informé la commune de son souhait de quitter les locaux au 30 juin 2008.

Un état des lieux n'appelant aucune observation a été effectué le 3 juillet 2008 en présence du représentant de la Société ATIMCO. Cette dernière devra fournir un diagnostic de sol établi par une entreprise agréée conformément au courrier qui lui a été transmis le 10 juin 2008.

Madame GIROUX propose donc au Conseil Municipal de mettre fin à compter du 30 juin 2008 à cette location consentie par la commune.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

08-103) CONVENTION D'UTILISATION DE LOCAUX PAR LE « CLPS » (ORGANISATION DE STAGES POUR ADULTES)

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de mettre à disposition du CLPS (Centre de Liaison et de Promotion Sociale) de Saint Malo, représenté par Monsieur Sébastien PINARD, le local situé au 11, rue Notre Dame dans la cour de la poste (ancien Point Accueil emploi) pour l'organisation de stages pour adultes.

Dans ce local, le CLPS organisera des formations pour adultes

Afin de définir les charges et responsabilités résultant de cette mise à disposition de locaux, un projet de convention entre la Ville et le CLPS sera soumis à l'approbation du Conseil municipal.

Madame GIROUX propose également au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer une convention avec prise d'effet au 01.01.2007.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions

08-104) TARIF DE LOCATION DES LOCAUX DU CENTRE ADMINISTRATIF, 11 RUE NOTRE DAME, POUR STAGE

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 06-57 en date du 10 avril 2006 il a été décidé de fixer un tarif, par demi-journée ou journée complète, pour l'utilisation des locaux du centre administratif, 11 rue Notre Dame en vue de l'organisation de stages, sachant que chaque mise à disposition fera l'objet d'une convention avec l'organisme de formation

Rappel des tarifs de 2006 :

Tarif demi-journée :	5.15 €
Tarif journée complète	10.30 €

Suite aux travaux de la commission Finances, qui s'est réunie le 7 juillet 2008, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'approuver pour l'année 2008, les tarifs suivants :

Tarif demi-journée :	5.50 €
Tarif journée complète	11.00 €

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

08-105) VENTE DES ANCIENNES PETITES CHAISES EN PLASTIQUE DU RESTAURANT SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE.

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que la commune de Combours a acquis de nouvelles chaises pour le restaurant scolaire de l'école maternelle, et des particuliers sont désireux d'acquérir quelques anciennes chaises.

Suite aux travaux de la commission Finances qui s'est réunie le 7 juillet 2008 et vu la demande de particuliers désireux d'acquérir quelques chaises, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de mettre en vente les anciennes petites chaises du restaurant scolaire de l'école maternelle au prix de 2.00 € l'unité.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

08-106) ECOLE ELEMENTAIRE – RESTRUCTURATION DES 1^{er} et 2^{ème} ETAGES – VALIDATION DCE - CONSULTATION DE MAITRISE D'OEUVRE

Rapporteur : Mme GIROUX Yolande, Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal qu'en raison de l'arrivée importante de nouveaux habitants sur le territoire communal, et vu les projections d'effectif en terme de scolarisation, il convient de prendre les dispositions nécessaires à l'accueil de nouveaux élèves dans les différents établissements.

Suite aux ouvertures de classes des années précédentes, l'école élémentaire, dans sa configuration actuelle, se trouve saturée. Cet établissement est constitué de 2 bâtiments principaux, l'un aspecté sur l'Avenue des Palmiers, l'autre sur la Rue des Cytises.

Le bâtiment Avenue des Palmiers, décliné sur 3 niveaux, est strictement dédié à des fonctions d'enseignement. En revanche, le bâtiment Rue des Cytises, également sur 3 niveaux, dispose d'un service de restauration scolaire au rez de chaussée, d'une salle d'étude, d'une infirmerie et d'une salle affectée au R.A.S.E.D. au 1^{er} étage, et d'une surface d'environ 300m², inexploitée au 2^{ème} (dernier) étage.

Le service de restauration scolaire a été mis en service en 2007, mais les étages supérieurs n'ont pas subi de travaux conséquents et se trouvent, principalement pour le dernier niveau, dans un état de vétusté avancé.

Actant du bon état général du bâtiment, tant en gros œuvre qu'en second œuvre pour partie, il convient de tirer profit des capacités de cet établissement à dégager les surfaces nécessaires pour accueillir les besoins émergents.

Le projet consiste à concevoir, dans ces 2 étages, les espaces suivants :

Au 1^{er} étage :

- Relocalisation du RASED sur 4 salles distinctes pour un total d'environ 80 m².
- Relocalisation de l'infirmerie par création d'une surface dédiée d'environ 20 m² (bureau, salle de soins...).
- Création d'une zone d'attente commune au RASED et à l'Infirmerie.
- Dégagements et Accès règlementaires à l'établissement.
- Sanitaires.
- Local de ménages.
- Création de 2 salles d'étude d'environ 50m² chacune.

Au 2^{ème} étage :

- Création d'une salle polyvalente (informatique, documentation...) d'environ 40m².
- Création de 3 salles de classe d'environ 60m².

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra étudier l'ensemble de la réalisation de ce projet scolaire afin que le coût du projet :

- soit guidé dans un souci économique et fonctionnel
- prenne en compte les coûts de maintenance et d'exploitation afin d'assurer :
 - la pérennité de l'équipement
 - la valorisation du patrimoine

L'enveloppe financière du maître d'ouvrage pour la réalisation de ce projet (restructuration, sécurisation, équipement mobilier, aménagements extérieurs) est de **400 000.00 € HT**.

Des demandes de subvention devront être sollicitées par la commune de Combours début 2009.

Le début des travaux est prévu pour le début du troisième trimestre 2009.

La réception des travaux est prévue pour Juillet 2010, pour permettre une mise en fonction de cette restructuration pour la rentrée 2010, en Septembre.

A cet effet, une consultation selon la procédure adaptée sera prochainement lancée afin de définir une équipe de maîtrise d'œuvre qui, outre les compétences de base, devra s'adjoindre les compétences suivantes :

- Economiste de la construction.
- Acousticien
- Eclairagiste
- Contrôleur technique
- Coordonnateur OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination)

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-107) RESTAURATION DES VITRAUX EGLISE

Rapporteur : Mme GIROUX Yolande, Adjointe

Un diagnostic établi en février 1999 par le cabinet Héritage d'Acigné faisait état de différentes dégradations constatées sur les verrières de l'église Notre Dame.

A cet effet un programme de restauration de l'ensemble des vitraux a été établi et une première tranche de travaux a fait l'objet d'un marché portant sur 3 années, à savoir 2005, 2006 et 2007, réalisé par l'atelier Helmbold de Corps Nuds.

Le programme de restauration de l'ensemble des verrières se déclinait sur 5 années, mais en raison des hausses des prix des matières premières, et notamment du plomb, il convient d'envisager un plan sur 6 années, soit un programme complémentaire de 3 années au lieu de 2 pressenties initialement.

Cette deuxième tranche de travaux reprend les caractéristiques techniques de la première afin d'uniformiser le rendu et partant du fait que les premières restaurations donnent satisfaction.

La restauration se décompose en 3 phases distinctes, à savoir :

La dépose :

- Déplacement
- Installation de l'accès aux vitraux
- Encollage face intérieure
- Dépose
- Nettoyage de la feuillure
- Prise de gabarit
- Fourniture pose et coupe de la protection Contre plaqué
- Mise en caisse pour transport

La restauration :

- Désencollage et lavage à l'eau
- Relevé sur calque des panneaux
- Dessoudage des têtes d'attache
- Collage des pièces fêlées
- Remise en plomb totale ou partielle et masticage
- Fourniture pièce, grisaille, anatomie, filet, losange etc...
- Fourniture plombs attaches et soudure à l'étain
- Mise en caisse et transport
- Dossier et attachement

La repose :

- Déplacement et installation accès vitraux
- Dépose du Contre plaqué de protection
- Fourniture barlotières, feuillard droit, vergettes inox
- Calfeutrement des 2 faces au mastic et à la chaux
- Fourniture pannetons clavettes
- Repose vitraux
- Fourniture et pose de protection grillagée
- Fourniture et pose bavette plomb
- Echafaudage, montage, démontage

A cet effet, un marché en procédure adaptée, portant sur 3 années (2008, 2009 et 2010), vient d'être lancé afin d'achever la restauration de l'ensemble des verrières.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de solliciter les subventions auprès des organismes suivants :

- **Le Conseil Régional**
- **Le Conseil Général** au titre de la restauration et mise en valeur des églises non protégées – Mission du Développement Culturel

- **La Communauté de Communes – Bretagne Romantique**

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

08-108) CONVENTION D'UTILISATION DE LOCAUX PAR SAINT MALO AGGLOMERATION – POINT D'ACCUEIL ECOUTE JEUNES

Rapporteur : Madame Monique Daucé, Adjointe aux affaires sociales

Madame DAUCE propose au Conseil Municipal de mettre à disposition de Saint Malo Agglomération, pour la permanence « Point Accueil Ecoute Jeunes » (PAEJ), représentée par Monsieur Henri LEBEAU, le local situé au 11, rue Notre Dame dans la cour de la poste (ancien Point Accueil emploi).

Dans ce local, l'écoutante coordinatrice du PAEJ de Saint Malo Agglomération recevra le public relevant du dispositif Point Accueil Ecoute Jeunes.

Afin de définir les charges et responsabilités résultant de cette mise à disposition de locaux, un projet de convention entre la Ville et Saint Malo Agglomération sera soumis à l'approbation du Conseil municipal.

Madame DAUCE propose également au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention à intervenir avec prise d'effet le 6 Mars 2008.

Entendu l'exposé de Mme DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

08-109) PROGRAMME VOIRIE 2008 – ATTRIBUTION

Rapporteur : M. Michel LEBRET

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 2 Juin 2008, il a été décidé :

- D'approuver le programme de travaux.
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'un d'appel d'offres ouvert.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché.
- D'imputer la dépense sur les crédits prévus à cet effet.

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux (supérieur à 206 000 € HT), la procédure de dévolution du marché de travaux était celle de l'appel d'offres ouvert.

Les différentes publications sont :

- Ouest-France 35 : date d'envoi à la publication : le 11 juin 2008 et date de parution le 19 juin 2008
- BOAMP : date d'envoi à la publication le 11 juin 2008 et parution le 13 juin 2008
- Sur la plateforme : <http://ww.e-megalisbretagne.org/>. Le 11 juin 2008

La date limite de dépôt des offres était fixée au 3 Juillet 2008, à 12h00.

Selon les procédures du code des marchés publics mises en place par décret n° 975 en date du 1^{er} Août 2006, le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'examen des candidatures, (ouverture de la 1^{ère} enveloppe), le 4 Juillet 2008 en matinée. Puis les offres ont été soumises à la Commission d'appel d'Offres pour l'ouverture de la 2^{ème} enveloppe, le 4 Juillet à 14 h 30. Les offres feront l'objet d'une vérification et d'une analyse par les Services de l'Equipeement de St Malo, Maître d'œuvre de l'opération.

Le 11 juillet 2008 à 14 h 30, la CAO s'est réunie pour effectuer un choix définitif de l'entreprise selon les critères de jugement mentionnés dans le Règlement de Consultation (RC) qui sont :

- 60 % : la valeur technique des prestations
- 40 % : le prix des prestations

Monsieur LEBRET rappelle le programme voirie 2008 de la tranche ferme, à savoir :

En Secteur Rural : VC n° 31 – Cotillé – Avignon
VC n° 14 – Le Camp Duguesclin
VC n° 103 – Beaumont
CR n° 48 – Champ Buet – Maroc

En Secteur Urbain : Avenue de Waldmünchen – Entrée du Tennis
Avenue de la Libération – Parking face à la clinique
Rue des Longues Pierres
Allée du Vert Bocage

Il rappelle qu'en fonction des résultats de l'appel d'offres, **trois tranches conditionnelles** sont susceptibles d'être réalisées aux estimations inscrites ci-dessous, à savoir :

- CR n°76 - La Chasse – 12977.00 € HT
- CR n°14 – Triandin – 41192.00 € HT
- Rue Rivallon - 3785.50 € HT

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que le marché de travaux, concernant la tranche ferme, estimé à 256 339.50 € HT par les services de la DDE, a été attribué par la CAO à l'entreprise EUROVIA de Bruz pour un montant HT de 222 193.50 €.

Il propose au Conseil Municipal d'affermir les 3 tranches conditionnelles suivantes :

Tranche conditionnelle 1 : Réfection de la voirie rurale CR n° 76 « LA CHASSE »
pour un montant HT de 9 900.00 € (estimation DDE : 12 977 € HT)

Tranche conditionnelle 2 : Réfection de la voirie rurale CR n° 14 « TRIANDIN »
pour un montant HT de 30 305.00 € (estimation DDE : 41 192 € HT)

Tranche conditionnelle 3 : Réfection de la voirie urbaine « Rue Rivallon »
pour un montant HT de 4 955.00 €. (estimation DDE : 3 785,50 € HT)

Soit un montant total pour les 3 tranches conditionnelles s'élevant à 45 160.00 €

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'affermir les trois tranches conditionnelles définies ci-dessus pour un montant total de 45 160 € HT.

08-110) AMENAGEMENT DE L'AVENUE DES PALMIERS – ATTRIBUTION DES LOTS

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 2 Juin 2008, il a été décidé :

- D'adopter le projet.
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'un d'appel d'offres ouvert.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché.
- De solliciter les subventions auprès de différents organismes

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux (supérieur à 206 000 € HT), la procédure de dévolution du marché de travaux était celle de l'appel d'offres ouvert.

Les différentes publications sont parues les 4, 7 et 8 Juin 2008.

La date de limites des offres était fixée le 26 Juin 2008, à 12h00.

Selon les procédures du code des marchés publics mises en place par décret n° 975 en date du 1^{er} Août 2006, le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'examen des candidatures, (ouverture de la 1^{ère} enveloppe), le 26 Juin 2008. Puis les offres ont été soumises à la Commission d'appel d'Offres pour l'ouverture de la 2^{ème} enveloppe, les 27 Juin et 4 Juillet 2008. Il a été décidé de retenir les offres, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats.

Sur avis de la CAO, les lots ont été attribués comme suit :

N°LOT		Estimatif HT	Offre HT	Société
1	Terrassement - voirie - bordures	287 285,00 €	233 847.00 €	SACER ATLANTIQUE de Rennes 35
2	Assainissement EU-EP	180 925,00 €	127 484.00 €	SAS ECTP de Montreuil Le Gast 35
3	Signalisation - Mobilier Urbain OFFRE AVEC OPTION	71 815,00 €	62 587.35 € Option comprise	ETS CREPEAU de St Luce sur Loire 44
4	Eclairage Public	39 568,00 €	37 665.50 €	FTPB SA de St Pierre La Cour 53
5	Essais réseaux	2 125,00 €	1 038.00 €	A3SN de St Marc Le Blanc 35
6	Aménagement Paysager	25 170,80 €	20 165.93 €	Brocéliande Paysage de Ploermel 56
OFFRE AVEC OPTION - TOTAL HT		606 888,80 €	482 787,78 €	
OFFRE AVEC OPTION - TOTAL TTC		725 839,00 €	577 414.18 €	

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-111) AMENAGEMENT DE L'AVENUE DES PALMIERS - REPROGRAPHIE DU DCE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de l'aménagement de l'Avenue des Palmiers, il convient de transmettre un DCE (Dossier de Consultation des Entreprises) à chaque entreprise le demandant. A cet effet, il y a lieu de faire reproduire ce dossier en nombre suffisant par le biais d'une société spécialisée.

A ce titre, une consultation a été lancée auprès de 3 sociétés pour définir leur meilleure offre de prix pour la reproduction d'un dossier.

Désignation de la société	Coût HT/Dossier	Coût TTC Dossier
ADA - Rennes	37.96 €	45.40 €
TIREX – Cesson Sévigné	22.17 €	26.52 €
BIS REPETITA - Rennes	23.15 €	27.69 €

Il a été décidé de retenir l'offre la moins disante à savoir TIREX pour 22.17 € HT par dossier. Il est à noter que ces DCE ont été reproduits sur papier recyclé.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-112) PROGRAMME VOIRIE - REPROGRAPHIE DU DCE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, dans le cadre du programme voirie 2008, il convient de transmettre un DCE (Dossier de Consultation des Entreprises) à chaque entreprise le demandant. A cet effet, il y a lieu de faire reproduire ce dossier en nombre suffisant par le biais d'une société spécialisée.

A ce titre, une consultation a été lancée auprès de 3 sociétés pour définir leur meilleure offre de prix pour la reproduction d'un dossier.

Désignation de la société	Coût HT/Dossier	Coût TTC Dossier
ADA - Rennes	9.20 €	11.01 €
TIREX – Cesson Sévigné	11.20 €	13.40 €
BIS REPETITA - Rennes	16.97 €	20.30 €

Il a été décidé de retenir l'offre la moins disante à savoir ADA pour 9.20 € HT par dossier. Il est à noter que ces DCE ont été reproduits sur papier recyclé.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-113) CAMPING - RESTRUCTURATION BLOC SANITAIRE- CONSULTATION MAITRISE D'ŒUVRE

Rapporteur : M. HIGNARD Bertrand, Adjoint

Monsieur HIGNARD expose au Conseil Municipal que le bloc sanitaire du camping municipal du « Vieux Châtel », datant de 1976, nécessite une restructuration.

Ce camping était desservi par 2 blocs sanitaires, l'un en « dur », l'autre de type « modulaire ». Ce dernier, en raison de sa vétusté et des risques potentiels, a été démoli avant l'ouverture de la saison 2008.

Cet établissement de 101 emplacements, est classé 2 étoiles. Cette restructuration doit prendre en compte le maintien de ce classement, en intégrant les fonctions prises en charge par l'ancien bloc « modulaire », notamment l'accès des personnes handicapées.

Ce projet consiste en la restructuration du bloc sanitaire en dur, répondant aux normes actuelles (intégrant l'accessibilité, l'accueil des enfants, un espace de « change bébé », des nouveaux matériaux de cloisonnement, un espace « famille », etc.).

Afin de réaliser cette opération, la commune a décidé de s'adjoindre les compétences d'un maître d'œuvre pour les missions suivantes :

MISSION ETUDES

- Etudes préliminaires
- Avant projet détaillé
- Dossier de déclaration préalable
- Dossier de consultation des entreprises
- Analyse des offres
- Assistance marchés

MISSION DIRECTION DES TRAVAUX

- Direction générale des travaux
- Comptabilité des travaux
- Assistance réception

A cet effet, une consultation en procédure adaptée a été lancée le 30 Mai 2008, près de 4 Maîtres d'œuvre locaux, et il a été décidé, le 26 Juin 2008, de retenir l'offre la moins disante, à savoir la SARL J.F. HUBERT de Combourg pour un montant forfaitaire de 4 700.00 € HT.

La première réunion de travail pour ce dossier est fixée au 3 Septembre 2008, et le planning prévisionnel de cette opération a pour objectif une ouverture au public pour la prochaine saison touristique, soit en Mai 2009.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-114) RAPPORT D'ACTIVITE DU SMICTOM – Année 2007

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal qu'en vertu du décret n° 2000-404 du 12 Mai 2000 (J.O. du 14 Mai 2000), le SMICTOM des cantons de Bécherel, Combourg, Hédé et Tinténiac a établi un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Ce rapport annuel sur l'exploitation des services publics de collecte et de traitement des ordures ménagères répond aux articles L 1411-13, L 2312-1, L 2224-5 et L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces textes précisent que chaque Président d'Etablissement de Coopération Intercommunale, chaque Maire doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers avant de le mettre à disposition du public.

Ce rapport annuel d'activité de l'année 2007 comprend les éléments suivants :

- l'organisation du SMICTOM
- des indicateurs techniques
- des indicateurs financiers
- les actions principales à suivre pour 2008

Il en ressort principalement que :

- 9898 tonnes de déchets ont été incinérés à l'UIOM de Taden, soit une augmentation de 0,13 % par rapport à 2006. Cela représente une production de 197 kg/habitant.
- 4534 tonnes ont été recyclées, soit une hausse de 8 % par rapport à 2006. Le taux de refus calculé par rapport au tonnage trié est de 12 % alors qu'il était de 16 % en 2006. La performance de recyclage est de 96,2 kg par habitant, soit 21,10 kg/habitant de plus que l'objectif du plan départemental 2005.
- 7884 tonnes de déchets ont été récupérées au niveau des déchetteries. L'évolution des tonnages entre 2006 et 2007 montre une augmentation importante de plus de 20 % pour les matériaux valorisés en recyclage matière : bois, cartons, ferrailles. Ces chiffres mettent donc en évidence une amélioration de la qualité du tri dans les déchetteries.
- Au 31 décembre 2007, 17 409 bacs, propriété de Plastic Omnium étaient en place, soit un volume de 2 863 m³ (individuels et collectifs). 66 % des foyers sont équipés de bacs individuels, principalement en bac de 120 litres.
- Le coût net à la tonne s'établit à 151,43 €, soit 67,39 €/habitant.
- 93,24 % de la redevance émise a été encaissée au 31.12.07, soit 3 284 072,60 €.
- Globalement, le SMICTOM a traité 22 316 tonnes en 2007, soit une hausse de 442 tonnes par rapport à 2006 (+ 2,02 %).

Ce rapport est présenté au Conseil Municipal

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-115) S.P.I.R. – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT informe le Conseil Municipal que, conformément à la loi relative au renforcement de la protection de l'environnement, le Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable d'Ille et Rance a transmis à la Commune son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2007.

En application de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport annuel, établi par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF), est présenté au Conseil Municipal.

S'agissant d'un rapport d'information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-116) COMPLEXE SPORTIF – TRIBUNE – CONSULTATION ETUDE DE SOLS

Rapporteur : M. BADIGNON André, Adjoint

Monsieur BADIGNON rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 1er Avril 2008, il a été décidé d'autoriser Monsieur Le Maire à lancer un appel d'offres ouvert pour la réalisation d'une tribune.

Par rapport au terrain naturel d'origine (prairie), le terrain, tel que présenté aujourd'hui, a subi un profond remodelage, tant en déblais qu'en remblais, avec un apport de structures artificielles, de granulométries et de portances diverses.

Afin « d'asseoir » correctement ce projet dans cet environnement, il convient de réaliser une étude géotechnique de type G0 et G12 suivant la norme AFNOR NFP 4500, pour statuer sur le principe de fondation de la future tribune, conformément aux pièces jointes.

A ce titre, une consultation a été réalisée auprès de 3 sociétés.

Il a été décidé de retenir l'offre la moins disante, à savoir, GEOSIS de Saint Grégoire, pour un montant de 1 991 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-117) SALLE OMNISPORTS – MARCHÉ CLASSÉ SANS SUITE

Rapporteur : M. BADIGNON André, Adjoint

Monsieur BADIGNON rappelle que le Conseil Municipal a été informé, par délibération en date 2 Juin 2008, de l'attribution des lots de la salle omnisports.

Après avis de la Préfecture (en amont du contrôle de légalité) sur la recevabilité de ce dossier de marché, notamment en ce qui concerne l'écart important entre les estimatifs du maître d'œuvre et les offres proposées à savoir :

Lot n°1 charpente métallique	Estimatif 10 000 € HT	Offre 69 366 € HT	soit + 593 %
Lot n°3 menuiseries extérieures	Estimatif 20 000 € HT	Offre 38 206 € HT	soit + 91 %
Lot n°4 électricité	Estimatif 35 000 € HT	Offre 13 829 € HT	soit – 60 %

Et après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 13 juin 2008, le Maire, en sa qualité de pouvoir adjudicateur, a décidé de déclarer sans suite la procédure.

Suite à cette décision, il a été mis un terme au contrat de maîtrise d'œuvre.

Ce dossier fera l'objet d'une étude ultérieure.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-118) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 08.117 T en date du 5 mai 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 401 sise « 4, rue de la Marquise de Sévigné » (**DIA n° 16**) et supportant une maison individuelle
- Arrêté n° 08.119 T en date du 20 juin 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 427 sise « 4, rue de la Duchesse Anne » (**DIA n° 17**) et supportant une maison individuelle

- Arrêté n° 08.127 T en date du 20 juin 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AD n° 484 et AD n° 483 sises « 6, rue Ernest Renan » (**DIA n° 18**) et supportant une maison individuelle
- Arrêté n° 08.142 T en date du 3 juillet 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AL n° 150 sise « 14, rue Chateaubriand » (**DIA n° 19**) à usage de commerce et d'habitation
- Arrêté n° 08.143 T en date du 3 juillet 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AH n° 153 sise « 2, rue Jules Guihard » (**DIA n° 20**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 08-136 en date du 13 Juin 2008 autorisant le Maire à accepter une indemnité de sinistre – SMACL : 353,36 €

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 50.

CONSEIL MUNICIPAL

DU MARDI 15 JUILLET 2008

A 20 H 00

DELIBERATIONS

- 08-94) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 08-95) Modification des statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique
- 08-96) Instauration du compte épargne temps pour les agents de la commune de Combours
- 08-97) Consultation pour l'approvisionnement de denrées alimentaires pour le service de la restauration scolaire
- 08-98) Commission communale des impôts directs – Désignation par le Directeur des Services Fiscaux
- 08-99) Tarifs de la restauration scolaire – Rentrée 2008-2009
- 08-100) Autorisations de programmes pluriannuels
- 08-101) Versement de subventions pour les vitrines et enseignes
- 08-102) Résiliation du bail consenti à la Société ATIMCO
- 08-103) Convention d'utilisation de locaux par le C.L.P.S. (Organisation de stages pour adultes)
- 08-104) Tarif de location des locaux du centre administratif, 11 rue Notre-Dame, pour stage
- 08-105) Vente des anciennes petites chaises en plastique du restaurant scolaire de l'école maternelle
- 08-106) Ecole élémentaire – Restructuration des 1^{er} et 2^e étages – Validation D.C.E. – Consultation de maîtrise d'œuvre
- 08-107) Restauration des vitraux de l'Eglise
- 08-108) Convention d'utilisation de locaux par Saint-Malo Agglomération – Point d'accueil Ecoute Jeunes
- 08-109) Programme voirie 2008 – Attribution
- 08-110) Aménagement de l'Avenue des Palmiers – Attribution des lots
- 08-111) Aménagement de l'Avenue des Palmiers – Reprographie du D.C.E.
- 08-112) Programme voirie – Reprographie du D.C.E.
- 08-113) Camping – Restructuration du bloc sanitaire – Consultation maîtrise d'œuvre
- 08-114) Rapport d'activité du SMICTOM – Année 2007
- 08-115) S.P.I.R. – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service
- 08-116) Complexe sportif – Tribune – Consultation Etude de sols
- 08-117) Salle omnisports – Marché classé sans suite
- 08-118) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales